



ASSEMBLEE GENERALE Vendredi 21 mars 2008

Intervention de Thierry MERRET, Président de la FDSEA

Monsieur le Préfet,
Mesdames, Messieurs, les élus
Mesdames, Messieurs, les Présidents,
Mesdames, Messieurs, les Directeurs,
Cher(e)s adhérent(e)s, cher(e)s ami(e)s,

Notre rapport d'orientation sur la hausse des matières premières démontre, ô combien, nous avons entre les mains des atouts pour nous faire entendre, nous faire reconnaître et surtout nous permettre de vivre dignement de notre métier.

C'est à nous qu'incombe le devoir de nous organiser et d'en finir, une fois pour toutes, avec nos querelles de chapelles.

La Bretagne est la première région agricole française. En France, nous sommes jaloués, enviés, et ce n'est pas Denis SIBILLE qui me démentira, Enviés d'avoir réussi à construire une agriculture ancrée dans nos territoires qui soit moderne, dynamique, créatrice d'emplois.

Vu de l'extérieur, nous paraissions unis : malheureusement, la réalité est tout autre. La FDSEA a, en son sein, au travers de ses adhérents, le panel complet d'agriculteurs, parfois voisins qui, avant de penser collectif, territoires, pensent structures.

La FDSEA est là pour éviter la pensée unique, issue de groupements ou de coopératives. Je suis aujourd'hui choqué, notamment lorsque une production est en crise, d'entendre les propos de certains paysans qui rejettent la faute sur les autres groupements de producteurs.

Que je sache, la hausse du prix de l'énergie est la même que l'on soit à Saveol ou à la Sica de Saint Pol de Léon. Que je sache, la hausse du prix des céréales est la même que l'on soit à Prestor, LT, Porfimad ou encore Coopagri, voire Cooperl. Et je pourrai également prendre des exemples dans le domaine laitier où, quand la conjoncture était difficile, on entendait dire par certaines coopératives que l'on ne pouvait pas s'associer ou se regrouper avec plus pauvre que soi !

L'organisation de l'offre, que nous appelons de nos vœux, n'est pas synonyme de fusion ou d'absorption au niveau de notre aval : nous ne souhaitons pas devenir comme certains pays du Nord de l'Europe où l'hyper-concentration des outils leur permet aujourd'hui de payer à leurs producteurs les produits au moins cher, tout en annonçant qu'ils vont recevoir d'éventuelles dividendes sur les résultats des entreprises où ils sont actionnaires.

Nous devons nous battre pour assurer un revenu basé sur la vente de nos produits par le marché et considérer les dividendes d'actionariat comme le fruit d'un bon placement, en clair, la cerise sur le gâteau ! Car notre métier, c'est d'être paysan et donc de gagner notre vie par le prix de nos produits !

Nous, ce que nous défendons ou ce que nous proposons, c'est de réussir à regrouper l'offre, tout en ayant des entreprises « à taille humaine » et surtout ancrées sur un territoire, qui soient à même de mettre en commun leurs productions à la première mise en marché afin d'être plus forts face aux acheteurs.

Il ne tient en effet qu'aux hommes et femmes en place et à ceux et à celles à venir, de créer avec les conditions favorables actuelles, un élan pour maintenir et renforcer une région agricole forte.

Je souhaite revenir sur la possibilité que nous offre l'Union européenne au travers de l'OCM Unique, dans le contexte du bilan de santé de la PAC. L'organisation des producteurs y trouve toute sa place : elle peut devenir le pilier de notre avenir face à la mondialisation et face à la grande distribution. Encore faut-il que la France le veuille.

L'organisation des producteurs, comme nous l'entendons, ici à la pointe de la Bretagne, ne doit pas se faire dans une organisation désorganisée nationale qui accentuerait le pouvoir de la grande distribution. En effet, comment voulez-vous être réactifs au marché avec 22 régions françaises qui doivent s'accorder tous les matins... l'Europe à 27 n'est pas un exemple de réactivité !

L'Ouest par contre peut être réactif ! Il n'y a qu'à constater la réactivité des producteurs de lait de l'Ouest, que je félicite. Je tiens à citer Serge LE DOARE qui, au titre de la section laitière de la FRSEA Bretagne – Pays de la Loire, est intervenu à l'Assemblée générale des producteurs lait, cette semaine de la manière suivante : « Nous nous demandons si ce n'est tout simplement pas la peur du ridicule qui a enfin contraint la Fédération nationale des producteurs de lait à ouvrir les vannes aux régions qui ont encore un dynamisme laitier. Et si l'annonce de ces 15% de retour national fut tardive, elle n'en fut pas moins accueillie avec enthousiasme dans notre région.

Malgré des contraintes environnementales sévères, après un été catastrophique, nous n'avons ni les fourrages nécessaires ni les animaux, seulement la rage et la détermination de produire ces 15%.

La semaine dernière, une réunion régionale Bretagne – Pays de Loire a un peu douché cet enthousiasme, » je cite toujours, « quand nous avons appris que la reconduction de cette mutualisation ne serait pas automatique, alors que chez nous dans l'Ouest, nous avons déjà intégré dans les prévisions de la future campagne, non seulement les 2,5% de Bruxelles mais aussi les 10 à 15 % de retour national. ».

Serge de conclure « Comme si, pour une fois, la France ne devait pas essayer de faire son quota ! ».

En effet, nous sommes réactifs et organisés même si le chemin vers un regroupement massif n'est pas encore atteint. Nous pouvons et devons faire mieux pour notre région au sein de l'Europe, dont la puissance agricole n'a été que trop longtemps contenue.

Les agriculteurs bretons sont des européens convaincus. D'ailleurs, avec la seule politique commune, qui mieux que les agriculteurs vivent l'Europe au quotidien.

Nos politiques français se dédouanent d'un certain nombre de dossiers en argumentant que c'est la faute de Bruxelles, de l'Union européenne, etc. Depuis le vote contre la constitution européenne le 22 mai 2006, la France s'est mise en position de faiblesse et tente de montrer sa bonne volonté en stigmatisant le monde agricole sur les questions environnementales : le

dossier des bassins versants dits en contentieux a été lamentablement géré par les autorités françaises.

Comme si cela ne suffisait pas, la France aspire dorénavant à être première de la classe, en témoigne les objectifs assignés dans les SAGE. Il est à croire que « Donnons-nous des bâtons pour nous faire battre ! » est devenu la nouvelle devise de la France en lieu et place de « Liberté, Egalité, Fraternité ».

En 2015, quand les objectifs, plus contraignants que ceux demandés par Bruxelles ne seront pas atteints... des pluies de contentieux vont s'abattre sur la Bretagne et sur la France.

Que va nous réserver la Présidence française de l'Union européenne ?

Si le Président Nicolas Sarkozy traite les autres Etats membres comme un certain visiteur du Salon de l'agriculture, nous ne sommes pas sur la bonne voie !

J'ai des sueurs froides quand je pense à l'arrogance française sur le bilan de santé de la PAC. La France s'est une fois de plus marginalisée avec son mémorandum pour sauvegarder de vieilles pratiques franco-françaises et anticoncurrentielles ! Nous le rappelons dans notre rapport d'orientation, nous sommes pour un renforcement des interprofessions mais seulement sur les missions qui leur sont confiées : la connaissance des marchés, la recherche et la promotion des produits.

Nous affirmons que la gestion des marchés doit être faite par les organisations de producteurs ! Et l'Europe nous donne raison !

D'ailleurs, la France ferait mieux d'utiliser son énergie à faire harmoniser le droit social, fiscal, les homologations des semences, plants, produits phytosanitaires, vétérinaires et leurs usages entre les Etats membres.

Je pense que certains dans cette salle ont pu bondir quand ils ont lu le titre de notre rapport d'orientation... Je pense plus particulièrement aux producteurs de porcs, de veaux de boucherie et de lapins qui ont vu le prix de l'aliment flamber sans pouvoir le répercuter sur leur prix de vente mais je pense également aux producteurs de tomates, horticulteurs et autres producteurs sous abris, qui prennent de plein fouet la hausse du prix de l'énergie.

Oui, nous sommes prêts à une révolution énergétique ! Mais, nous ne serons jamais une région à cultures énergétiques ! Nous sommes et resterons une terre d'élevage et de production légumière et horticole.

Je veux vous dire combien nous sommes modernes et voulons être aux avants postes du 21ème siècle ! Aussi, je vous en conjure, Messieurs les élus, que l'Etat soutienne les producteurs pour qu'ensemble ils passent le cap de cette révolution énergétique sans casse économique et sociale...

Je crois entendre certains qui, sous couvert d'un raisonnement simpliste, auraient trouvé une solution radicale : vous n'êtes pas compétitifs, arrêtez la production !

Si la production ne se fait plus chez nous, elle se fera en dehors des frontières européennes. Et au delà de la volatilité des marchés, nous connaissons alors la volatilité des problèmes sanitaires... sans parler de la qualité des produits que nous consommerons et surtout de la dépendance que nous aurons vis-à-vis de ses pays producteurs.

Si fut un temps, on parlait de l'Arme alimentaire, de grâce gardons-la !

J'ai confiance en notre avenir et je le dis avec certitude : en effet, j'ai constaté que la relève était bien assurée lors de la dernière assemblée générale de Jeunes Agriculteurs. Je tiens à les

féliciter de l'excellente tenue de cette assemblée. Je leur demande de prendre à bras le corps le dossier de l'installation car sans hommes et sans femmes pour nous succéder, nous ne pourrions relever les défis. Je les encourage à travailler étroitement avec les anciens exploitants pour trouver des solutions gagnant-gagnant sur la transmission de nos exploitations.

A nous aînés, aussi, de nous prendre en mains pour réfléchir au plus tôt à la transmission de nos outils de production, pour assurer la pérennité de nos entreprises bien sûr, mais aussi nous assurer une retraite décente. Et là, je voudrais demander à nos élus de tout mettre en œuvre pour cesser les distorsions en termes de retraite. Je pense notamment à la faible rétroactivité des lois qui accentue les écarts de retraites.

Mais je pense également à nos mères et grand-mères, aux aides familiaux dont les retraites ne suffisent plus à vivre dignement.

C'est un comble que d'anciens producteurs de biens alimentaires doivent aujourd'hui aller se nourrir au Restos du cœur ! Cela me révolte et je vous demande à vous, élus, de ne pas laisser de côté, ceux qui ont contribué à vous nourrir.

Au lendemain des élections municipales et cantonales, je tiens à féliciter tous les agriculteurs élus qui s'impliquent dans la gestion locale de notre territoire. Je les exhorte à jouer la carte agricole ! L'aménagement de notre territoire et sa dynamique économique sont entre vos mains ! Ne nous décevez pas ! La Bretagne est agricole et le restera !

Pour résumer mon propos :

Face à ce dilemme, nourrir plus et mieux avec moins, j'ai l'espoir que les mentalités vont bouger et qu'on va enfin nous encourager à entreprendre ou alors tout va exploser !

Il faut se rappeler que les pères de l'Europe, à la sortie de la guerre, ont conçu la Politique Agricole Commune comme un outil d'indépendance alimentaire pour les peuples d'Europe au service de la Paix.

Nous avons toujours des grands parents qui se rappellent avoir eu faim. D'ailleurs, aujourd'hui, d'autres continents sont en proie à des troubles sociaux en raison de pénuries alimentaires.

Je ne souhaite pas que mes petits-enfants, dans 30 ans, soient contraints à un devoir de mémoire !

Nous, paysans, sommes prêts à relever les défis !

Mais vous, élus et citoyens, vous aussi consommateurs qui avez certes un mot à dire sur l'agriculture, ne vous trompez pas de combat en nous assignant toujours plus de réglementations et de contraintes excessives et sans bon sens.

Revenons à l'essentiel et soyez sûrs que vous pouvez nous confier sans crainte, à nous paysans ici présents, la mission de vous nourrir !

Je vous remercie.

Thierry MERRET
Président de la FDSEA du Finistère